

Tsheba Tshanyi: traces d'en-commun dans Lubumbashi et sa proche périphérie

Recherche-action menée par le Centre d'art Waza
dans le cadre du projet **POWER TO THE COMMONS.**

Table des matières

Introduction.....	3
Un glissement lexical:Commons/biens communs/ Kazi 2.0 / Tsheba Tshanyi.....	4
Recherche–action, quid est ? éléments de réponse par Pierre KAHENGA.....	6
Quelques leçons tirées des descentes de terrain, analyses faites par Stéphane KABILA, Pierre KAHENGA et Feza RAMAZANI.....	9
Spiritualité et société.....	9
Gouvernance et dynamiques de survie.....	13
Pressions sociales et accès aux besoins de base.....	15
Conclusion.....	20

Introduction

A Lubumbashi et dans la région minière environnante, nous vivons dans une société qui paraît, à première vue comme un désert privé d'en commun. Le capitalisme, dont l'Etat est un des agents exécutifs majeurs, semble avoir imprégné les mentalités. Pourtant, des « ilots » du vivre ensemble existent dans nos communautés. L'objectif de cette première étape du projet a été de les trouver pour notre propre ressourcement. Interroger les gens en situant l'en commun dans leur attitude, comportement et représentation symbolique (dimension culturelle) ; leur aptitude (dimension économique) et leur pouvoir d'action et de décision (dimension politique). Qu'est-ce que l'en-commun ? Quel est son parcours historique ? Existe-t-il des expériences d'en commun dans la vie des nos communautés ? Autant des questions et tant d'autres ont orienté cette quête.

Le Centre d'art Waza est en pleine mutation organisationnelle. Ce qui nous pousse à nous soumettre à un exercice aussi périlleux qu'est la recherche-action. Une double visée nous anime à chercher dans l'en commun.

! *Mettre en valeur l'écosystème du Centre d'Art Waza.* Dans une démarche prospective, comment progresser vers un espace expérimental de l'en-commun ? Nous voulons construire collectivement un véritable espace vivant et une équipe de coordination plus ouverte et encore plus redevable. En tant qu'espace d'interactions d'individus, d'organisations, de services et de coproductions, Waza veut adapter sa structure de gestion vers des formes de coopération innovantes et émancipatrices ; expérimenter les possibilités d'intégration d'une économie solidaire ; et promouvoir l'appropriation (ownership) à travers une coordination des échanges horizontaux.

! *Fixer notre engagement social.* Waza s'est lancé dans une perspective exploratoire, d'analyse du contexte local marqué par une société aux visages multiples. Une société juxtaposée entre cultures traditionnelles, coloniales et néocoloniales et brassés par des activités minières séculaires, source des migrations diverses.

Nous partageons ici trois axes de cette expérience de recherche-action réalisée sur l'en-commun à Lubumbashi et ses environs

En annexe vous trouvez quelques outils utilisés dans la mise en œuvre

Un glissement lexical: Commons/biens communs/ Kazi 2.0 / Tsheba Tshanyi

La perception de la question traitée dans le projet Power to the Commons dans notre écosystème est à la fois très intuitive et très complexe. D'une part, l'idée de l'entraide comme réalité social, et dans une moindre mesure comme projet politique est une évidence pour la majorité des personnes interrogées. Faire société, c'est définir des modèles de vivre ensemble basés sur l'interdépendance, la bienveillance mutuelle, etc. Il faut comprendre cela par la substitution des charges de l'Etat ou des entreprises publiques paternalistes actuellement toutes en faillite, par une sorte de sécurité sociale informelle qui s'organise dans les familles et les autres communautés. L'humanisme et l'humanité sont tous les deux désigné par la même expression, comme dans beaucoup de communauté d'Afrique centrale et australe : BuMuntu (Ubuntu).

Par contre, la notion des biens communs (Commons) est assez difficile à appréhender. La tension créée par l'instruction occidentale dans le système scolaire a mis l'accent sur la dichotomie entre biens privés et biens publics au point d'occulter de nombreux systèmes de partage des ressources et de zone grises d'autogestion qu'on retrouve beaucoup dans les sociétés précoloniales.

Comme dans l'expérience dakaroise, poser la question : quelle expérience des biens communs vivez-vous ? revient à faire un inventaire des problèmes d'infrastructure en ruine que l'Etat n'arrive pas à rétablir. Une alternative serait de parler de « biens communautaires » et de mettre l'accent sur les groupes qui en assure la gestion, ceci pourrait bien faciliter le travail, mais notre intérêt est plus large que de définir des règles dans des communautés existantes, mais plutôt d'explorer des tactiques quasi-institutionnelles de partage non pas seulement des ressources, mais aussi des connaissances et des savoir-faire.

Dans une tentative de s'extirper du piège de l'expression Commons (biens communs), nous avons pris l'option d'utiliser pour désigner notre champ de travail l'expression « en-commun ». Cette notion forgée par la philosophe Hannah Arendt permet d'envisager la création d'un espace public inter-humain où la liberté peut apparaître. Dans son livre *Sur la violence, Essais de politique contemporaine*. Paris, Calmann-Lévy (coll. « Agora »), 1972 Arendt dissocie l'exercice du pouvoir de la domination (qui aboutit à la violence). Pour elle, le pouvoir est l'aptitude d'un homme à agir de manière concertée, donc le pouvoir est par essence un exercice de vivre ensemble. Il ne peut donc pas s'agir d'un « pouvoir sur » les autres, mais d'un « pouvoir en commun ».

Cette analyse nous semble intéressante dans le cadre de ce projet, pour l'inscrire dans un engagement politique qui redonne au pouvoir son essence première.

Notre enquête s'est aussi inspirée de la notion de travail salarié, le Kazi en swahili. Depuis 2015, le mode de fonctionnement du Centre d'art Waza est basé sur sa volonté de la mutualisation des efforts laborieux d'un écosystème d'artistes, chercheurs, activistes qui s'émancipent de la notion de paternalisme, en créant un espace d'interdépendance désigné par le vocable : Kazi 2.0. Des activités comme le Waza Live en 2019 (grande exposition/performance conçue et mise en œuvre par plusieurs artistes et collectifs de notre écosystème) ont tenté de répondre à cet impératif de pouvoir en commun. Si en termes de mode de travail collectif, cette expérience s'est avérée positive, elle a aussi relevé les réminiscences de relations de pouvoir dans nos échanges. Après un cycle d'expérimentation, il semble important de se ressourcer au sein de la société qui nous a donné naissance. La plus anecdotique des expériences est celle de Tsheba Tshanyi développé par l'Eglise Neno. Ce vocable en Ciluba, qui pourrait se traduire par « ce qui est à toi, est à moi », est un vécu à outrance d'une forme de nivellement de l'autorité et de la possession. S'il ne constitue pas un modèle, toute la critique voire même la risée qu'il charrie permet d'étudier comment notre société se positionne dans le débat sur l'en-commun et les biens communs.

Recherche–action, quid est ? éléments de réponse par Pierre KAHENGA

Quelques bribes de recherche-action puisés des enseignements de Michel Séguier¹

La recherche-action (RA) est une méthode de travail que la société civile utilise dans l'éducation populaire, depuis 1960. Les tenants estiment que l'utilisateur de cette méthode doit avoir un engagement politique clair avec le changement social. La RA a comme l'idée centrale la conscientisation des masses autant dans le but la production de connaissances que dans les expériences concrètes des actions déterminées. En tant que dynamique de conscientisation, la RA aide à répondre aux questions basiques. Par exemple : quel est le problème auquel nous sommes confrontés ? Pourquoi entreprendre une action ? Comment et avec qui la conduire ? Comment lui donner du sens et de la signification ?

Tout le monde est capable d'apprendre et d'enseigner.

¹ Depuis 2002 Michel Séguier a accompagné jusqu'à sa mort l'ensemble du travail de Pole Institute, basée à Goma, en RDC. A travers un processus dénommé BUSTANI YA MABADILIKO (que j'ai intégré en 2008), Michel (en compagnon chercheur acteur) a enseigné la recherche-action. Il s'était engagé de partager son expérience de travail avec Paulo FREIRE (qui venait d'écrire « Pédagogie de l'opprimé ») à l'Institut Œcuménique au service du développement des peuples - INODEP ; ses 12 années de travail avec de groupes résistants latino-américains sous dictatures militaires ainsi que son travail de 18 ans d'accompagnement des mouvements et institutions engagées dans le développement social local en France.

La recherche-action (RA) consiste à produire des connaissances qui permettent de guider la pratique. Elle implique la modification d'une réalité donnée... son champ d'application s'est largement étendu, au fil du temps. Elle englobe enfin toutes les stratégies dans lesquelles les populations visées participent activement dans les prises de décision et les réalisations des phases d'un processus de recherche.

Avec la recherche-action (RA), les populations cessent d'être des objets d'études sociales qu'on observe et analyse. Elles sont devenues au contraire des **acteurs**² et **auteurs** de leur histoire, de l'histoire. Selon Michel Séguier³ « la RA se donne le but de comprendre le monde en apprenant à le transformer. En associant tous ceux qui sont impliqués dans la situation, la RA contribue à créer des acteurs sociaux autonomes capables de poursuivre leurs apprentissages, de capitaliser les connaissances et d'affiner leurs pratiques. La RA est un processus de construction de savoir, de co-construction, de co-formation, d'autoformation s'appuyant sur le principe que chacun est porteur de savoirs culturels existentiels, expérientiels multiples qu'on va croiser par des confrontations coopératives ».

Construire le groupe moteur, porteur d'un projet collectif est la condition d'appliquer la RA de l'en commun

Dans le cas présent, ce nous qui sommes chercheurs-acteurs. Nous voulons être alphabétisés par nos communautés dans un double but : (i) penser et appliquer l'en commun dans la perspective artistique ; et assurer la durabilité et l'ancrage social du centre d'art WAZA.

Principalement, le projet consistait dans la réalisation des interviews qui seront transcrites en version écrite, analysées en vue du montage des vidéo et audio d'en commun. Un groupe moteur, constitué au début du projet, assure l'ensemble de la mise en œuvre des activités. Par cette expérience, il s'agit de créer une dynamique interne des jeunes (« artistes », tous métiers confondus) aux profils variés qui partagent les objectifs visés par le projet. S'appropriant des résultats obtenus dans et à l'issue du processus, chaque membre de ce groupe convivial d'échange

² La pédagogie des opprimés [(do oprimido) dont parle PAULO FREIRE] et l'action culturelle pour la liberté exigent que tout individu, indépendamment de son statut, ait le droit d'apprendre à lire et à écrire, de nommer son monde avec ses propres mots, afin de le transformer et ainsi, à travers ses actions, de prendre conscience du fait qu'il est acteur dans le monde et donc responsable de sa vie en tant que sujet libre.

Cet acte de « nommer » le monde est un savoir-écrire, avant d'être un savoir-lire. Principalement parce qu'on ne se libère pas par la lecture : les gens illettrés constituent un problème moins parce qu'ils ne savent pas lire (être illettré dans une culture orale ne pose aucun problème) mais parce qu'ils ne sont pas gouvernables. Pour être gouvernable, il faut qu'ils sachent lire. Parce que le gouvernement, les classes dominantes, les gestionnaires du pouvoir ont de choses à leur faire lire (lire les instructions). C'est seulement quand, eux, ils savent écrire, qu'ils arrivent à faire entendre leur voix, leur opinion. C'est en devenant auteur, écrivain, que l'on commence à écrire le monde, on s'adresse au monde, on redresse le monde.

³ BUSTANI YA MABADILIKO, Regards croisés n°20, Goma, Septembre 2007, p. 36.

interpersonnel et d'intérêt trouve l'opportunité de développer ses propres compétences professionnelles.

Le tableau⁴ ci-dessous résume l'analyse de profils des membres du groupe moteur, participants au processus de RA de l'en commun à Lubumbashi et ses environs

Membres	Métier actuel	Activités et défis	Perspective sur profil personnel
Stéphane Kabila	Commissaire d'exposition	Pratiques artistiques/production des connaissances par les discussions	Ecrivain, chercheur en philosophie (mythe)
Joseph Kasau	Artiste / opérateur culturel	Beaucoup de projets artistiques dont l'érection de la plateforme NIDJE KONNEXION	Commissaire d'exposition
Iragi Elisha	Rédacteur web (focus sport) Nouvelliste	Projet de création d'une maison d'édition pour la promotion de la plume locale Rôle des radios et valorisation des connaissances non écrites	Chercheur, Ecrivain et journaliste
Costa Tshinzam	Blog KIKONGWANI	Recherche/critique sur l'art vécu localement	Recherche
Feza Ramazani	Actrice de théâtre	Valorisation de la beauté africaine, diversité des cultures, formatrice	Ecrivain
Christelle Lukusa	DESIGNER (Graphique Vidéo)	Chargé de la communication à WAZA	?
Trois éléments de rapprochement et de synergies possibles : Ecrire avec un regard sur la société ; lui restituer et organiser et cimenter la connaissance, avec notamment l'usage de l'internet (INTIC)			

Une équipe pédagogique accompagne ce groupe en auto apprentissage. Elle est constituée de Véronique Poverello, responsable du projet Commons à WAZA ; Patrick MUDEKERESA, directeur de WAZA et Pierre KAHENGA, consultant en recherche-action.

⁴ Ce tableau a été réalisé à la réunion introductive du projet

Quelques leçons tirées des descentes de terrain, analyses faites par Stéphane KABILA, Pierre KAHENGA et Feza RAMAZANI

Nous avons décidé d'utiliser la RA comme méthode de recherche en vue de nous doter d'une clé de lecture. Nous voulions lire, nous lire à travers notre société et écrire l'histoire des pratiques de « MWIKARIO⁵ et MITUMIKIYO⁶ » : notre manière de vivre l'en commun. ■

Spiritualité et société

Des idées d'en commun sont perceptibles dans les modes de pensées ainsi que les pratiques sociales et spirituelles des églises locales. Les rencontres à deux assemblées chrétiennes spiritistes éveillent de riches expériences.

La première c'est l'Eglise « Eglise Universelle de Jésus-christ dite NENO ». Née d'une révélation reçue par son père spirituel KADIMA, cette église, très connue à travers la philosophie « TSHEBA TSHANYI », diffuse un courant de pensée chrétienne d'entraide et de détachement des choses mondaines par la recherche de la vérité spirituelle. Son enseignement affermit aux adeptes l'esprit de partage des biens, services et connaissances ; la promotion de la femme et l'adoration de Dieu en vérité.

Ci-après quelques fondements philosophiques pouvant inspirer l'idée d'en commun au sein de l'église universelle de Jésus Christ

- ! La quête d'une vérité spirituelle révélée au Papa Mwambi Kadima Mulaya est le nœud qui noue les liens dans cette assemblée chrétienne. Cette vérité en est le Centre de gravitation. L'Eglise s'appelle « NENO » ; *NENO* est un mot swahili qui signifie la parole. La parole est la vérité. C'est l'esprit qui rend témoignage de la vérité. L'église *NENO* prétend détenir la vérité spirituelle ; être une église spirituelle exempte de toute idée du lucre, seule détentrice de cette parole qui lui a été révélée.
- ! Sa vision universaliste lui donne une ambition humaine ou humaniste. C'est une Eglise qui se dit Eglise universelle se reconnaissant dans la filiation traditionnelle de Jésus Christ qui l'a lui-même prophétisée et projetée sur Pierre lorsqu'il lui a dit : « toi tu es Pierre, sur cette pierre je bâtirai mon église ». Avec une vision du monde en Jésus, l'humanité entière devient la cible pour sa mission évangélique

⁵ Modes de vie, littéralement, « manières de s'asseoir »

⁶ Condition de travail, littéralement « manière de travailler ».

qui s'adresse aux gens de tous milieux et de toutes conditions. Est-ce une visée expansionniste ? bien qu'étant une église nouvellement constituée, elle est déjà implantée aux quatre coins du monde.

Une mission abondante aux attentes modestes ! L'Eglise veut apporter la parole au monde entier tout en reconnaissant que tout le monde n'est pas appelé, seule une catégorie aura cru. Car tout le monde ne peut avoir accès à la vérité. Elle n'est pas faite pour tous, elle est cependant réservée aux personnes prédestinées.

- ! Jouant au protectionniste, elle inverse ou dérive les règles religieuses habituelles par son « the expectations from believers ». L'église observe une double conduite compatible : pas de dime ni d'excommunications. Elle se refuse de faire payer la dime (à n'aucun cas, les adeptes sont assujettis à la dime). Puisque Dieu donne gratuitement, par la grâce pourquoi exiger un paiement à qui vient apprendre sa parole ? L'église refuse également d'excommunier. L'on doit plaire à Dieu et non aux hommes. le contraire serait hypocrisie. Car c'est de Dieu dont on doit avoir peur quand on se rend fautif. L'église ne renvoie personne. Son rôle est d'amener les adeptes à la parole jusqu'à ce qu'ils changent.
- ! Bien qu'altéré par intoxication d'adversaires « TSHEBA TSHANYI » est principe primaire d'où repose l'enseigne d'entraide et de détachement. Ce principe n'est pas un échange d'épouses entre adeptes (fidèles) comme cela se propage. L'Eglise fonde sa foi sur cette parole biblique : « ce qui est à toi et à moi ». Selon le messager qui aurait prêché ce principe, au début de l'église (comme Jésus a enseigné) ; *TSHEBA TSHANYI* est une manière de vivre en harmonie entre disciples dans une seule communauté. Il disait « quelqu'un n'a pas de farine, il vient prendre chez l'autre ; qui n'a pas d'habits, l'autre les lui achète ». L'Eglise appelle ses fidèles à chercher la face de Dieu, en vérité et en esprit. C'est pourquoi elle diffuse la parole (lui révélée) sans aucune visée lucrative. A l'opposé de la vérité spirituelle se trouve le mensonge : cette vérité de la chair, cette vérité captive qui attire beaucoup le monde. L'Eglise met en garde contre la vérité humaine. En effet, beaucoup des gens restent dans le monde. Dans leurs prières ils demandent plus les choses matérielles. Quant ils construisent des belles maisons, de grands temples ils se disent travailler pour Dieu oubliant qu'eux-mêmes sont les temples de Dieu qui s'ignorent...le Dieu qu'ils n'adorent pas en esprit, mais qu'ils adorent qu'en chair !

La seconde s'appelle église de la Sainte famille en Afrique, dite JAMAA TAKATIFU. Dissidente de la religion catholique, elle est née d'abord comme un mouvement en son sein à l'initiative du Prêtre Placide Timplece dont les travaux prônèrent l'intégration de la culture MUNTU dans la foi chrétienne.

Ci-dessous résumés deux principes majeurs de l'église Sainte famille en Afrique ayant un lien avec l'en commun.

! *JAMAA TAKATIFU*, christianisation à la philosophie païenne ?

A la base il y a cette volonté d'adhésion du christianisme aux cultures africaines « dites païennes ». La philosophie MUNTU (de la personne humaine) est au cœur de la démarche. Elle véhicule les valeurs de l'*UJAMA* (la famille) qui influencent intensément les comportements des individus et des sociétés locales [africaines].

Comment devenir chrétien sans pour autant perdre son identité, sa culture ? Très souvent, ce qui appartient à la culture est jugé païen, donc dépassé. Voir satanique ou diabolique dans les pires de cas. L'église inverse la tendance en se décomplexant quand elle demande à ses fidèles d'aller devant la face de Dieu en tant que chrétien qui garde sa culture, son identité.

Les anciens (pionniers) gardent un très bon souvenir de l'initiateur du courant *JAMAA TAKATIFU* et perpétuent l'idée selon laquelle il faut se refuser d'imposer la culture chrétienne (étrangère). En sa manière le père Tempels avait essayé de réaliser l'intégration de la culture chrétienne dans la culture locale en initiant la création du *JAMAA TAKATIFU* (la sainte famille) : un véritable mixage ou mélange du christianisme avec la philosophie païenne locale.

Ceux qui vivent cette foi chrétienne actuellement comprennent-ils ? Saisissent-ils la richesse de leur enseignement ? Souvent on envie les valeurs « come from » et on doute de ce qui est sien. Bien que la communauté a grandi et diversifié des branches, elle ne connaît presque pas d'adhésion. Son excommuniasson de l'église catholique ainsi que son originalité éloignent les curieux et enferment le groupe. Les adeptes s'étant mariés les naissances participent à l'élargissement en nombres dans les assemblées.

! *UJAMAA*, le communautarisme à l'africain !

Plusieurs assertions expriment l'idée d'« *UJAMAA* » :

- « KYAKO, KYANGU » « ce qui est à toi est à moi »

- « KITOYO MWANGU, KITOYO MWANGU« je mange, nous mangeons »
- « je mange, nous mangeons »
- « mes faiblesses sont tes faiblesses ; mes forces, tes forces »

Ceci se résume en l'idée de solidarité : je partage ce que j'ai entre toi et moi. En fait, aider son semblable, c'est s'aider soi-même. Parlant de la solidarité, tout fidèle de cette église se résout en cette pensée : « la terre est une école. Nous y sommes venus apprendre [quelle que soit la race]. Si nous devons apprendre, nous devons rester ensemble ».

Attention ! Là où il y a le bien, il y a le mal. C'est la dualité à l'africain ! Donc il y a toujours des conditions pour aider. La loi du partage ne doit pas encourager le paresseux qui ne veut pas travailler. On tend la main dans les problèmes (difficultés). Dans ce cas je dois m'identifier à toi pour t'aider à t'en sortir.

Par mauvaise interprétation de la loi du partage, certains adeptes ont voulu dans le passé mettre en commun leurs épouses. Cette tentative fut officiellement condamnée avec rigueur.

Gouvernance et dynamiques de survie

Des dynamiques de survie pullulent ça et là. Elles s'organisent en activités (commerciales, artisanales et autres) portées par des pauvres gens (hommes, femmes et enfants confondus) en quête des moyens de subsistance. Ces initiatives à la fois individuelles et collectives sont devenues de nouveaux corps professionnels et vitaux qui établissent au fil du temps d'autres modes d'existence et de résistance en tant qu'économie informelle (certes) mais solidaire.

Trois expériences inédites visitées témoignent l'existence d'une substance soit d'une séquelle d'en commun. Dans cette apparence de chaos on découvre la culture d'en commun.

Dans la limite du tolérable des économies solidaires naissent à travers le « hand picking » : un mode moderne de cueillette des ressources naturelles.

Ruashi mining a construit une montagne des terrils à la frontière de sa mine avec les habitations avoisinantes. Ces remblais stériles ne lui servent pas de minerais mais d'un mur pour contrer les voleurs clandestins dans son site. Pour y franchir il faut traverser un gros terrassier que l'entreprise a creusé afin de limiter l'expansion

des quartiers et l'invasion. Tous les jours des gens ordinaires affluent sur ces collines de terres, perchés au milieu de vents et poussières, au bord de la mine hautement sécurisée d'où proviennent cuivre et cobalt. Ils pénètrent la concession et y ramassent à bras nus des morceaux des pierres sorties des terres.

! D'apparence clandestine, avec son lot des risques d'accidents récurrents, le commerce des graviers fleurit au pied de cette montagne de terril à la Ruashi mining. Les gens entrent dans la concession par la ruse. Comme ils sont là bas, on viendra les chasser, (Nous dit-on). Comment peuvent-ils franchir les limites aussi robustes sans la moindre complicité des agents (civils et policiers) commis à la sécurité du site ? Certes les facilités leur offertes peuvent se monnayer !

Ici, c'est chacun pour soi. Comment peut-on s'organiser sur la place d'autrui ; sur la ressource interdite ? et pourtant des vastes dynamiques socio-économiques sont nées de ces activités artisanales qui fournissent des matériaux de construction dans un contexte d'expansion urbaine. Chacun travaille à son compte, seul ou avec sa famille. Ces personnes ramènent leurs trouvailles partout au bas de la montagne, l'autre coté de la frontière, là où s'ouvre une fabrique et un marché des plaquettes, moellons, sables concassé, gravier ect.

Ces gens apprennent et se spécialisent dans une profession de plus en plus utile dans le domaine de l'immobilier. Toute la ville étant en chantier, il faut se greffer pour survivre grâce à ce busines des bâtiments.

La pratique est interdite mais tolérée dans une certaine mesure. Un réseau de collaborations informelles a émergé dans la chaîne des services commis à la sécurité, la maintenance de la mine avec les artisans. D'apparence gratuite, cette activité [tolérée par solidarité aux pauvres qui vivent autour de la mine] est à la base d'un vaste circuit financier informel (une organisation dans une organisation) qui génère de sommes importantes d'argent qui passent dans le chiffre noir. Mais elle sert et élève tant soit peu le niveau de vie des populations impactées (des masses pauvres). Ces formes de solidarités, difficile à percevoir, enseignent sur l'en commun.

Le marché, son administration et ses dérives.

Organisation du petit commerce patenté : pression des vendeurs avec la montée du nombre/surpopulation/promiscuité ; profit dû à la taxation et ses enjeux de redistribution ; devoir de retenu et secret professionnel auxquels sont tenus les administrateurs, etc

!—A qui appartient le marché ? Qui l'administre ? qui profite des recettes qui y

sont générées ? Qui supporte les charges ?

!—Pourquoi le désordre apparent ne disparaît pas ? Derrière ce désordre apparent existe une organisation rigoureuse et profitable aux groupes d'influence. Ce désordre orchestré est moyen pour flouer l'administration (institution « Etat ») et organiser la fuite des recettes par les réseaux des fonctionnaires, ceux qui les ont affectés là bas ainsi et leurs articulations dans les organisations des vendeurs.

Les administrateurs se réservent de se livrer aux médias ou à toutes formes de curiosité. Il faut taire le système de fait vivre : le secret professionnel oblige.

Cour commune pour locataire/habitants dans une même parcelle ou maison. Modèle de logement locatif dans les quartiers populaires de Lubumbashi.

Organisation d'une toilette commune : gestion de l'utilisation, de l'entretien et de la protection contre des utilisations abusives externes.

Comment les règles ont-elles été faites par celui qui a construit la toilette ? comment sont-elles suivies par tous, y-compris par celui qui les a édictées ?

Pressions sociales et accès aux besoins de base

La ville de Lubumbashi fut construite sous le modèle d'exploitation minière par des sociétés de charte.

Pour le besoin du maintien et du contrôle des mains d'œuvre coloniales des camps d'hébergement furent érigés sous la forme des cités standards par catégories d'après les classifications des économies classiques.

Tous les besoins sociaux de qualité garantie [eau, électricité, soins médicaux, approvisionnements alimentaires, loisir, scolarité, etc.], ces agglomérations offraient une nette différence de confort de vie en comparaison d'avec les quartiers avoisinants. Si bien que des populations des cités indigènes pouvaient complexer, jalouser.

Les descentes de terrain dressent un état des lieux de ce qui en reste de ces beaux quartiers qui ont fait la fierté d'antan.

Promiscuité et surpopulation au camp MARAMBA

! Une communauté construite de toute pièce par le capital colonial.

L'exploitation minière industrielle débute au haut-Katanga. Il y a besoin de trouver une voie d'évacuation des minerais. Les populations locales engagées à la construction du chemin de fer désertent les travaux. Les colons belges se sont

obligés d'aller recruter de force (kipalu) la main d'œuvre ailleurs. On déportait les angolais jusqu'à Benguela. Ceux-ci devaient faire le pied jusqu'à Dilolo. Ceux du Kasai arrivaient à Lubumbashi à pied pour un voyage de 12 mois. Parmi ces recrues certains parlaient Chokwe, d'autres Portugais ou Kimbundu et ainsi que des langues du Kasai. Les Burundais et les Rwandais empruntaient un itinéraire compliqué. Venu d'Uvira, en passant par Bendera et Kalemie, ils débouchent à Moba ; puis à Pweto et Kasenga jusqu'à Lubumbashi.

Cette main d'œuvre ouvrière, issues des cultures confondues, doit travailler et de vivre ensemble. Pour les unir, on décida alors de bâtir des Komponi (Camp en français, compound en Anglais) pour eux. Le chef de camp logeait par maison deux familles. Occupant chacune une chambre, elles partageaient la cuisine à tour de rôle. Le swahili, bien maîtrisée par le colonisateur, fut imposée comme langue officielle. Parlaient Tshiluba, le personnel issu du centre du Congo éprouvèrent d'énormes difficultés à s'adapter. Le « Mposho » (cantine) et le vaccin furent introduits en réponse contre une épidémie d'origine alimentaire, la dysenterie (appelée Diarrhée rouge).

Les travailleurs de cette génération (dont monsieur Célestin qui a fait ce témoignage) vécurent longtemps dans le camp Maramba. Aujourd'hui tous sont pensionnés, la plupart sont morts.

- ! **Le revers de la médaille ! Ceux qui ont longtemps vécu au camp, la vie à la cité leur sera très difficile.** Ils se sont habitués aux commodités données gratuitement (l'eau, l'électricité, la scolarité, l'entretien des maisons etc.). en plus le camp offre la proximité avec le centre des affaires (la ville, le travail etc.). ainsi que la sécurité (contre les accidents, le banditisme, etc.).

Mais il y a le revers. Les habitants du camp étaient gâtés. La vie dans le camp « Komponi ». La vie aisée les a enfermés et retardés. Avec l'effondrement de la société et du système colonial, ils ont du mal à se prendre en charge comme leurs collègues de la cité qui se débrouillent bien.

- ! **Depuis que la société a vendu les maisons aux travailleurs, la structure du camp à changer.** Les occupants ont agrandi leurs maisons ; élargi les pièces, ajouté des appartements connexes dans les parcelles. Les familles s'étant agrandies, les migrations qui prolifèrent en quête des services sociaux de qualité, à Lubumbashi, il faut agrandir les maisons pour contenir cette pression qui veut absolument profiter des infrastructures qui manquent à la cité. Conséquence, le camp fait face aux promiscuités et surpopulations.

Le clivage identitaire persiste entre occupants des camps et les populations

riveraines.

Fasi ya pekee est un ancien camp des travailleurs haut gradé de l'entreprise Taba Congo (zaïre). Le domaine n'a pas été vendu, la société avait donné les parcelles aux travailleurs. Ce qui leur donne le plein droit de le vendre ou de faire louer.

! Peut-être c'est l'homme noir qui n'entretient pas ce qu'il a ! Nous sommes ensemble, mais chacun vit sa vie. C'était un camp de la société. Maintenant ça n'est le plus. Les habitants ont en commun un domaine, bien sécurisé par une clôture. Mais chacun vit sa vie : difficile de se reconnaître, on se voit seulement. La vie communautaire a disparu avec le désengagement de la société. Avant (quand il y avait les blancs), ce beau lieu n'était pas dans cet état : tout était en ordre ! dès que le blanc est parti tout s'est beaucoup détérioré (grand portail, avenues, contrôle à l'entrée, ect.) à cause d'afflux de gens de tout bord. Etant maître du lieu, ceux qui y habitent ont transformé le camp de résidence paisible en un lieu d'activités tumultueuses. Sécurité garantie, ils y ont installé garages, ateliers de soudure, parkings de voitures, restaurants, etc.

! **Des formes de ségrégations persistent, avec ces murs de clôture entre maisons qui enchainent mentalement des communautés d'un même quartier qui ne se connaissent pas ni ne se côtoient.** Celui qui habite ici donne l'image d'une personne aisée qui ne se mélange pas avec ceux du dehors. Si vous dites à quelqu'un que vous habitez le quartier TABA, il vous prend pour un pauvre des quartiers périphériques. Mais si vous précisez votre adresse dans le camp FASI YA PEKEE (un lieu privé, un lieu mis à part) la perception change. Beaucoup de gens sont complexés d'entrer dans le domaine. Ceux du domaine ont un contact faible avec les voisins de dehors. Ils ont l'impression d'habiter le Golf (quartier « des riches » à Lubumbashi).

Lis initiatives naissantes de fourniture en eau et électricité dans les nouveaux et les quartiers populaires

1. Borne fontaine/cabine électrique : infrastructures habituellement offertes dans le cadre des projets sociaux portés ou financés par : l'Etat ou les ONGD/PTF (services sociaux), les entreprises (RSE) ou les personnalités/personnes influentes, fortunées ou célébrités (don)
Comment des initiatives collectives/communautaires pour solliciter/faciliter l'implantation de ces ouvrages et l'organisation de leur gestion et de services qu'ils fournissent (eau et électricité) aux populations défavorisées (nouveaux quartiers, quartiers populaires, villages bénéficiaires)

RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES MINIERES

Les initiatives naissantes de fourniture en eau et électricité dans les nouveaux et les quartiers populaires : Valvita (kikanda), CDM (borne fontaine)

Dans la responsabilité sociale oblige les entreprises minières à contribuer au développement des communautés qui environnent leurs sites d'exploitation. C'est dans ce cadre que l'entreprise CDM (Congo Dongfang Mining) avait foré un puit d'eau et installé la borne fontaine dans la parcelle du chef du quartier Kamisepe pour desservir les populations du quartier Kamisepe. Pour puiser de l'eau, Les consommateurs doivent payer 50 francs congolais par bidon d'eau de 20 litres. Après l'inauguration la population environnante avait la possibilité de puiser l'eau gratuitement pendant une période déterminée. Ensuite, les consommateurs payent un bidon à 50 franc congolais pour assurer l'entretien du matériel. Celui qui n'a pas d'argent puise quand même. Sinon s'il y a des pièces de rechange c'est nous même qui prenons en charge. Où va l'argent généré par la vente de l'eau ?

Les quartiers ont mis en place des comités locaux pour engager des pour parler avec la CDM.

Dans ce quartier la population ne bénéficiait rien de la part de la société. Sur ce, en tant que chefs d'entités nous avons commencé des investigations en rapport avec CDM et la population. La tâche n'était pas facile pour accéder à un comité de développement pour la société CDM. Nous avons pris un conseil tripartite de la CDM.

Il y a des CLD: comité Local de Développement. Il y a des réunions qui se passent dans des CLD. C'est là que se passent des votes des dirigeants de ces histoires au niveau de la commune et des quartiers. Le comité tripartite tout d'abord à la CDM est représenté par le bourgmestre. Il y a la CDM, les notables du quartier et le représentant c'est à dire le bourgmestre. Maintenant dans chaque quartier nous prenons, soit une personne, soit deux personnes notables commencent à contrôler savoir comment est-ce que cela se déroule.

Suite aux pollutions multiples de CDM : la pollution de l'air venant de la fumée, la pollution de l'eau qui passe par les canaux Cette dernière endommage les potagers et autres, La CDM a répondu que ce n'est pas elle qui le ferait mais le gouvernement.

La CDM clamait qu'elle s'acquittait de son devoir ; rejetant ainsi l'opprobre sur le gouvernement selon la loi sur le code minier. Après plusieurs efforts de la part de chefs de quartier, la CDM a commencé par canaliser ses eaux, ensuite forer des puits d'eau potable et desservir en électricité. Le premier ne fonctionne plus. La CDM a aussi essayé de construire un petit square.

La CDM a procédé par un sondage avant de creuser le puit pour trouver un endroit

favorable de manière consensuelle. Etant un objet appartenant à la population, l'espace restera pour le propriétaire mais il ne peut être vendu parce qu'il appartient à la communauté.

DIFFICULTES ET GESTION DES PROBLEMES

Témoignage de papa Yawayako :

Malgré nos différences, nous gérons les difficultés.

Je leurs dis qu'à cette place là c'est une entreprise. Nous y rencontrons plusieurs tribus. Certains désordres naissent suite au non-respect des tours. Il y a ceux qui sont pressé et d'autres dans le besoin et d'autre dans leur droit. Ceux qui sont pressés. Ce sont là les sources d'incompréhensions.

Nous réglons ce problème en suivant la logique dans l'avantage de celui qui est dans le droit à l'exception des personnes âgées que nous préférons ne pas faire attendre.

Pour ne pas avoir des troubles le puit est opérationnel tous les jours sauf en cas de baisse d'eau sensible. C'est moi même qui prend en charge la propreté.

Le projet de construction et d'installation de la borne fontaine est venu du chef du quartier, c'est lui qui l'a installé. Elle se trouve dans l'enceinte de la mère du chef du quartier qui est gestionnaire et secondée par son petit-fils à son absence.

La borne fonctionne avec un groupe électrogène, ce qui demande du carburant. Un bidon de 20 litres est vendu à 50franc congolais. Pour une journée le groupe électrogène consomme environ 5litres de carburant. Cette borne n'a que trois mois. Nous projetons instaurer un comité pour la gestion de l'argent de la borne fontaine. Il faut dire que cette borne a facilité beaucoup de choses et aujourd'hui nous ne parcourons plus de kilomètre pour avoir de l'eau.

Vu que c'est une borne récente, il y a moins de problème enregistré.

Pour que la borne continue à fonctionner il faut que le respect des conditions se poursuit, l'entretiens et la prévention des pannes du moteur.

Le prix par bidon est de 100fc, Valvita, l'usine qui produit l'eau de la marque Valvita , suppléait en nous donnant de l'eau à travers les tuyaux. En faute de quoi, lors d'une panne du moteur ou de manque de carburant, les gens recourent à la rivière Kikanda. Cette borne est trop capitale mais en cas de panne comme elle n'est pas manuelle, des difficultés peuvent naitre. Il faudrait de la transparence de la part des gestionnaires.

Conclusion

Nous avons eu seize expériences de descente sur terrain dont les interviews ont été retranscrites et discutées au sein du groupe moteur. Cette présentation rend compte d'une partie seulement de l'expérience qui du reste continue.

Cette première moisson d'interview nous a permis de relever des expériences qui couvrent les modes de vie, la cohabitation, la gestion des conflits et diverses autres pratiques de l'en commun dans notre environnement. Il a permis de distinguer différents types d'acteurs dont l'interaction permet de lire les positions face aux vivre ensemble et au partage des ressources et des connaissances.

Nous avons utilisé la méthode de la recherche action pour outil de travail sur terrain, Nous avons eu des expériences enrichissantes. Ces expériences nous ont éclairés sur les mutations en cours dans notre société.

Les acteurs mandatés, principalement les autorités publiques, sont pointés du doigt pour répondre à de nombreuses sollicitations des communautés. Les actions sociales des entreprises s'inscrivent dans un schéma de répondre à minima aux exigences légales par rapport à la loi sur responsabilité sociale des entreprises. De nombreuses interventions dans cette architecture de pouvoir, permet de repérer des manières alternatives, à la limite de la légalité, de bénéficier de la présence de ces entreprises dans les quartiers populaires.

C'est dans les églises que se fabriquent des concepts et des organisations structurées de l'en-commun. En se basant à la foi sur la foi chrétienne et une certaine notion de la famille, les deux églises étudiées ici posent des bases pour une relecture de l'engagement religieux à travers les communs. Si par certains aspects ces notions sont sujettes à de nombreuses interrogations, il ne demeure pas moins que le syncrétisme et le mélange des concepts qu'elles véhiculent mérite une attention pour la suite de cette recherche. L'idée de nier la possession individuelle à travers le slogan Tsheba Tshanyi ou encore la notion de l'Ujamaa inspirée du socialisme africain et de l'œuvre du Père Placide Tempels (philosophie africaine).

Aucune de ces expériences ne tombent de manière rigoureuse dans les concepts des biens communs tel que définies par Elinor Ostrom ou de l'en-commun défini par Hannah Arendt. Mais sont autant de traces qui nous permettent de définir une manière de vivre ensemble (Mwikario) et de travailler ensemble (Mitumikio) pour une communauté d'artistes, de chercheurs acteurs et d'activistes attentifs aux relents de leur société et souhaitant redéfinir les rapports hiérarchiques de domination.